

Zeitschrift: Bulletin suisse de linguistique appliquée / VALS-ASLA
Herausgeber: Vereinigung für Angewandte Linguistik in der Schweiz = Association suisse de linguistique appliquée
Band: - (2002)
Heft: 76: Biografie linguistique = Biographies langagières = Biografias linguisticas = Sprachbiografien

Buchbesprechung: Compte-rendus d'ouvrages

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Watts, Richard & Murray, Heather (éds) (2000): *Die fünfte Landessprache? Englisch in der Schweiz.* (Publication de la Commission Académique de l'Université de Berne). Zürich: vdf, Hochschulverlag an der ETH.

L'anglais en tant que cinquième langue nationale en Suisse: qu'est-ce que cela éveille en vous? Injustice? Frustration? Incompréhension? Agressivité? Peur? Blessure? Certes, l'anglais ne sera pas la cinquième langue nationale en Suisse dans un proche avenir (le titre de la présente publication n'est pas sans ironie). Néanmoins, il s'impose partout en Europe comme l'une des langues majeures, et les questions qui en résultent paraissent plus provocantes dans le tissu social de la Suisse qu'ailleurs. De toute façon, elles y sont assez complexes: les implications y afférentes ont des dimensions sociolinguistiques, historiques, culturelles, politiques, juridiques et économiques; qui plus est, ces différentes dimensions sont liées à des évolutions à long terme, ce pays s'étant doté, depuis l'époque moderne, d'une autoreprésentation quadrilingue qu'on ne peut déconnecter de la perception de son identité. C'est justement cette auto-représentation qui est considérée comme menacée. D'un autre côté, l'essor de l'anglais va de pair avec les processus de mondialisation en cours. Il semble qu'on ne puisse pas s'en passer. Voilà pourquoi, ces dernières années, le débat sur l'anglais à l'école s'est intensifié.

Les deux éditeurs du livre, Richard J. Watts et Heather Murray, partent de cette observation pour ouvrir leur présentation de la problématique. Ils proposent une mise en perspective des différents aspects mentionnés ci-dessus. Autrement dit, ils abordent, en collaboration avec plusieurs auteurs, un large éventail de la thématique «L'anglais en Suisse»¹. Les apports très variés sont les résultats d'un colloque qui s'est tenu à l'Université de Berne en janvier 2000; il est bien évident, et les deux éditeurs le précisent d'emblée, qu'un tel livre ne peut être exhaustif; il a donc, à bien des égards, un caractère exploratoire.

Dans une introduction, les deux éditeurs ainsi que la coordinatrice du projet, Alessandra Franzen, esquissent la problématique générale, les objectifs et les motivations de l'ouvrage, ce qui revient, en partie, à une brève présentation des résultats de recherches d'un projet intitulé «English in Switzerland». La politique linguistique dans le pays de Guillaume Tell est plutôt traditionnelle,

1 Notons que ce thème fera l'objet du prochain numéro du Bulletin VALS-ASLA (77), édité par Heather Murray.

mais dans plusieurs domaines, l'anglais devient la langue véhiculaire. Mme Franzen retrace les étapes de l'introduction de l'anglais à l'école primaire, mentionne les arguments des partisans ainsi que des adversaires de cette option. Les défenseurs soutiennent que l'enseignement précoce de l'anglais est un défi, mais aussi une chance en vue de l'avenir de nos enfants, tandis que les adversaires craignent un appauvrissement de l'état plurilingue et, tout compte fait, pluriculturel de la réalité helvétique. De même, la coordinatrice attire notre attention sur les différents avantages de l'anglais pour les entreprises, sans oublier les difficultés que l'introduction de cette langue véhiculaire occasionne. Ainsi, il est bien possible qu'une sorte d'uniformisation langagière permette d'économiser du temps et de l'argent, mais dans ce cas, il est indispensable que les employés maîtrisent vraiment bien la langue imposée pour que leur travail soit vraiment efficace. Relevons de même le pouvoir symbolique de l'anglais: beaucoup d'entreprises introduisent cette langue, en raison de la globalisation croissante, mais aussi pour des raisons de prestige, ce qui oblige les collaborateurs à prendre des cours de langue pour éviter des licenciements.

De même que la globalisation n'est pas tout à fait un phénomène récent, l'expansion de l'anglais n'a pas commencé d'un jour à l'autre. Peter Trudgill montre comment l'anglais s'est répandu dans le monde, depuis le 17^e siècle, et comment il est devenu au fur et à mesure *lingua franca*, davantage que les autres langues. Les locuteurs non-anglophones (400 millions), qui utilisent l'anglais comme langue véhiculaire, dépassent aujourd'hui largement les locuteurs (300 millions) dont l'anglais est la langue vernaculaire.

Où en est la Suisse? Jusqu'à présent, l'anglais y sert surtout à communiquer avec des étrangers sans avoir le statut d'une langue officielle ni celui d'une langue première et extrêmement répandue à côté des langues nationales. Il est donc toujours une langue étrangère, destinée à l'extérieur, il n'est pas (ou pas encore) une langue seconde (ce qui suppose en général un niveau de compétence supérieure à celui de locuteurs de l'anglais langue étrangère). L'objectif du projet «Englisch in der Schweiz» est de mesurer le degré de l'utilisation de l'anglais comme *lingua franca* en Suisse. Est-ce qu'une telle fonction de l'anglais est un avantage pour ce pays? Ceci pourrait être le cas pour les régions de langue italienne et romanche qui sont actuellement dans une situation désavantagée.

La situation helvétique est, à plusieurs égards, similaire à celle du Danemark. Il existe également, dans ce pays scandinave, un fort besoin de la langue de

Shakespeare: les publications scientifiques et techniques sont en anglais et, en ce qui concerne le lexique, les emprunts, les calques, les alternances et les mélanges sont très nombreux. Les Danois apprennent l'anglais langue étrangère comme matière obligatoire à partir de la quatrième année primaire. Mais les tentatives pour préserver le danois de l'anglais se heurtent à la réalité de tous les jours; en demandant à remplacer les mots anglais par des mots danois, les autorités danoises ne tiennent compte que du contenu des mots. Ce qui n'est donc pas suffisamment pris en considération, c'est la fonction sociale de l'anglais.

Vu sous cet angle, le rôle des institutions politiques et éducatives est assez complexe. Martin Stauffer offre un survol des mesures prises jusqu'en 2000 dans les cantons. Le «Concept général pour l'enseignement des langues» de 1998 a proposé, entre autres, l'enseignement de l'anglais pour tous les élèves suisses. La question de savoir si l'anglais devait être introduit avant la deuxième langue nationale a suscité une vive polémique. Mais ne se peut-il pas que le problème soit mal posé? En partant de la constatation que le débat sur l'anglais comme première langue étrangère est davantage un débat économique et politique que linguistique et pédagogique, Stauffer propose de mettre l'accent sur le système éducatif. Il insiste sur le fait qu'il faudrait avoir surtout des objectifs et des barèmes comparables pour évaluer les compétences linguistiques en langue étrangère. C'est ici qu'il faudrait renforcer les coordinations.

Dans un même sens, différents experts de l'enseignement contestent le «Schulprojekt 21» du canton de Zurich, puisque ce projet a été décidé sans coordination avec les autres régions du pays, bien que les conséquences didactiques qui en découlent soient considérables. C'est la méthode appelée «embedding» qui est favorisée dans ce projet, il s'agit d'une immersion partielle, c'est-à-dire un enseignement bilingue de certaines matières [par exemple, la gymnastique, les mathématiques ou la connaissance de l'environnement («Mensch und Umwelt»)]. Dans le canton de Zurich, quelques séquences ou leçons se déroulent donc en anglais. Les premières expériences de cet enseignement sont positives, mais la formation des instituteurs et des institutrices ainsi que l'adaptation du matériel didactique posent encore problème.

Quoi qu'il en soit, l'anglais fait de plus en plus partie du bagage indispensable des élèves et des étudiants suisses. Il n'est guère souhaitable, comme le montre Heather Murray, d'entamer des études universitaires sans connais-

sances d'anglais. C'est surtout la compréhension écrite qui s'avère importante dans la formation universitaire.

Comme l'expansion de l'anglais va de pair avec les processus de mondialisation en cours, la question des langues ne porte pas seulement sur la sphère éducative, mais elle est de plus en plus inséparable de la valorisation sur le marché, elle relève donc de l'économie. Quelle est la valeur marchande de l'anglais? François Grin pose la question dans son texte pour arriver à une conclusion qui est une mise en garde contre certaines idées reçues. Il est vrai, dit M. Grin, qu'actuellement, les connaissances en anglais ont pour conséquence une amélioration considérable des rémunérations, mais étant donné que les marchés suivent en général les lois de l'offre et de la demande, il est très probable que la valeur de l'anglais diminuera à moyen ou à long terme. Plus l'expansion de l'anglais progresse, plus l'offre de salariés ayant de bonnes connaissances en anglais augmente, ce qui amènera selon toutes prévisions une baisse des compléments de salaire.

Au-delà de cet aspect économique, il ne faudra pas oublier l'aspect humain du travail, c'est-à-dire la culture des employés, leurs relations, leurs statuts, leurs attitudes, leurs représentations, leurs sentiments ... Daniel Stotz insiste sur ce point en montrant, sur la base d'une étude de cas dans «une banque suisse de tradition», combien l'anglais est, en partie pour la même raison, susceptible d'exprimer de multiples manières un pouvoir symbolique; d'une part, l'anglais jouit d'un grand prestige, mais de l'autre, ce sont aussi des effets d'intimidation qui se font sentir, les employés ayant peur de ne pas être capables d'acquérir les compétences exigées. Il résulte de cette étude de cas ce que de futures recherches devront vérifier plus concrètement. Il sera par exemple intéressant d'en savoir davantage sur l'efficacité (réelle, et non seulement prétendue) de l'anglais, sur ses valeurs symboliques et contextuelles.

Le pouvoir symbolique de la langue est remarquable dans le tissu politique de la Suisse. Les langues nationales sont des signes d'identité régionale et nationale. Voilà pourquoi on veut sauvegarder le plurilinguisme dans ce pays. La révision de l'article constitutionnel sur les langues, largement approuvée par le peuple suisse en 1996, n'a pas seulement amélioré, au moins modérément, le statut du romanche menacé de déclin, mais aussi confié à la confédération et aux cantons le mandat de veiller à l'amélioration des rapports entre les communautés linguistiques. Malgré cela, les débats sur l'anglais semblent plutôt renforcer les clivages entre les communautés linguistiques et

les cantons. Depuis la motion Bundi (1985) en faveur de la sauvegarde du romanche, les débats n'ont pas cessé. Constantin Pitsch montre dans son texte, sur la base de plusieurs exemples, que la question des langues est un problème avant tout sur le plan politique. Et là, il ne s'agit pas d'empêcher l'arrivée de l'anglais (qui arrive de toute façon), mais de promouvoir la diversité linguistique, plus particulièrement le plurilinguisme individuel, à travers les écoles. Constantin Pitsch souligne à juste titre qu'une majorité réellement bilingue existe en Suisse uniquement parmi les Romanches et les Tessinois. Les autres Suisses n'éprouvent guère un véritable besoin de parler les langues de leurs compatriotes, et il s'ensuit que les compétences linguistiques concernant les autres langues nationales laissent à désirer. Pour la majorité des Suisses, le plurilinguisme est un élément idéal bien plus qu'une réalité du quotidien. Voilà peut-être la raison pour laquelle l'un des désaccords entre les cantons concerne l'introduction de l'anglais dans l'enseignement primaire.

En somme, ce sont surtout deux opinions, deux «types de discours» qui suscitent ces différends: l'anglais en tant que menace et l'anglais comme enrichissement. Renata Coray les met en relief en concrétisant les conceptions derrière ces deux points de vue. En ce qui concerne la menace, plusieurs auteurs cités craignent la perte de l'identité suisse et de la cohésion nationale, l'uniformisation des diversités langagières et culturelles ainsi que le déclin des compétences linguistiques chez les jeunes provoqué par l'envahissement de l'anglais. Du côté de l'enrichissement, d'autres pensent que cette nouvelle *lingua franca* sera un élément essentiel et incontournable au 21^e siècle, un élément qui facilitera le travail et qui réduira les inégalités actuelles, étant donné que l'anglais est, contrairement à l'une de nos langues nationales, une langue étrangère pour toutes les communautés linguistiques en Suisse. Cependant, la plupart des Suisses reste sceptique. Ceci se reflète même à l'assemblée nationale, comme le montre une liste de motions, de postulats et interpellations. Il est d'ailleurs intéressant de voir que la cadence des interventions parlementaires concernant les questions linguistiques s'est accélérée dans les années nonante, ce qui est peut-être l'impact des mutations structurelles de l'économie mondiale qui s'accélèrent elles aussi.

Comme les constatations du livre présenté ci-dessus reposent sur un colloque de l'an 2000, il est donc évident qu'elles ne sont plus tout à fait actuelles. Toutefois, les propos contenus se révéleront éclairants pour la période de l'an 2000, car bien qu'il soit difficile de bannir tout jugement dans ce domaine, un des mérites de l'ouvrage tient à ce que les différents auteurs cherchent à

établir des faits plus ou moins objectifs concernant la problématique de l'anglais en Suisse. Ainsi, ils arrivent à éclairer ou à lever certaines idées préconçues qui circulent, tout en faisant ressortir la contradiction inhérente aux débats de cette problématique, peut-être due à certaines crispations. Cette contradiction face à la diffusion de l'anglais se cristallise dans la question: comment concilier les valeurs purement marchandes avec les valeurs culturelles de la Suisse, de ce pays voulu par les citoyens malgré le plurilinguisme?

Daniel ANNEN
Kantonsschule Kollegium Schwyz
Bahnhofstr. 55b
6430 Schwyz
danieljbannen@bluewin.ch

**Compte rendu de Boyer, Henri & Lagarde, Christian (dir.) (2002):
L'Espagne et ses langues. Un modèle écolinguistique? Paris:
L'Harmattan (298 pp.).**

Tout le monde sait aujourd'hui que l'Espagne est un pays plurilingue. En revanche, on connaît moins bien le sens de *plurilingue* quand il est appliqué à ce pays. D'autant moins que le statut des langues régionales n'est pas uniforme: catalan, valencien, basque et galicien connaissent des destins variables et sont soumis à des dispositions légales diverses. Le but de cet ouvrage collectif (onze auteurs, Français en majorité) est d'éclairer cette situation à l'intention des lecteurs francophones, que la présence de plusieurs langues sur un même territoire laisse parfois songeurs! Les auteurs adoptent des points de vue complémentaires que les titres des sections évoquent clairement: *les sinuosités de l'histoire, l'aménagement sociolinguistique, les politiques linguistiques comme reflets des ambitions et des contradictions des communautés, la contagion identitaire, gérer les bilinguismes, ou la normalisation linguistique et ses limites*. Comme le précise Henri Boyer (p. 10), il s'agit d'un ouvrage de glottopolitique, «c'est-à-dire attentif aux traitements politiques (institutionnels tout comme militants) de la pluralité linguistique au sein de l'Etat des autonomies». Il s'agit donc d'approches clairement macrosociolinguistiques. On précisera encore que les auteurs partagent une conception conflictuelle de la diglossie. Conflit entre la langue dominante (le castillan) et la langue régionale, dont l'arme principale est la *normalisation* «c'est-à-dire son redressement et son expansion dans tous les domaines de la communication sociale, en premier lieu ceux que lui interdisait l'état de diglossie.» (Boyer, p. 11).

Comme le relève Frank Martin, l'Espagne, contrairement à la France, n'a guère connu de politique linguistique unificatrice et homogénéisante avant le 18^e siècle. Et même au 19^e siècle, les langues régionales ont plutôt bien résisté aux tendances centralisatrices, en partie inspirées par l'héritage de la Révolution française et alimentées par le nationalisme antinapoléonien. Martin relève (p. 39) que «la question linguistique de l'Espagne demeure indissociable des mouvements particularistes, et réciproquement», mouvements qui sont une constante dans l'histoire de l'Espagne. Les deux dictatures du 20^e siècle (celles de Primo de Rivera, puis de Franco) se sont efforcées de confiner les langues régionales aux usages locaux et privés, voire de les éradiquer dans le cas du franquisme. La Constitution actuelle, qui date de 1978, manifeste au contraire une volonté «de protéger et de promouvoir la richesse culturelle et linguistique de l'Espagne» (Chrystelle Burban, p. 45). Cette Constitu-

tion lie notamment l'unité du pays et le droit à l'autonomie des régions, reconnaît la diversité des langues régionales et leur caractère officiel dans les limites de leurs aires de diffusion respectives (Communautés autonomes) en parallèle avec l'espagnol, langue officielle de l'Etat.

Le chapitre 3 de la première partie (environ 70 pages) est consacré à une série de présentations des régions possédant une langue propre. Boyer étudie le cas de la Catalogne, qu'il considère comme exemplaire dans la mesure notamment où catalan et castillan ont trouvé un équilibre heureux, fondé sur leur coofficialité. L'immersion linguistique instituée par l'école, bien qu'objet de nombreuses polémiques au niveau politique, paraît avoir permis dans une large mesure la diffusion du bilinguisme que ce modèle implique. Lagarde présente la situation du basque et montre notamment comment la difficulté de l'apprentissage de cette langue est un facteur essentiel dans la définition d'une glottopolitique appropriée: on ne peut raisonnablement pas attendre des allophones qu'ils apprennent le basque par simple immersion. La survivance même du basque peut devenir problématique, même si les données statistiques récentes justifient un certain optimisme. Quant au galicien, présenté par Alen Garabato, il est bien diffusé sur son territoire naturel, mais il a dû faire face, après la franquisme, à un manque certain de prestige: il est alors «associé à la pauvreté et à l'ignorance» (p. 112). Un autre problème essentiel a été soulevé par les efforts de normalisation entrepris dans les années quatre-vingt. Il réside dans les relations du galicien avec le portugais: a-t-on affaire à deux variétés d'une seule et même langue, ou à deux langues différentes? Malgré sa présence dans les programmes scolaires actuels, on observe une certaine réticence devant l'usage du galicien. Selon Alen Garabato «alors qu'ils ont le choix, un nombre important de locuteurs de galicien décident de parler castillan à leurs enfants» (p. 120). La situation du valencien est présentée par Martin, qui rappelle pour commencer les résistances «sécessionnistes» de ceux qui refusent de considérer cette langue comme une variété de catalan. Ce refus déclenche des polémiques qui freinent les tentatives de normalisation. Des enquêtes montrent cependant que la diffusion du valencien est en progression. Néanmoins, cette langue demeure «une langue de proximité et de contacts familiers» (p. 131) malgré les efforts importants réalisés dans le système scolaire. La diglossie et la complémentarité du castillan et du valencien paraissent bien installées. Il y a là une différence sociolinguistique manifeste avec la Catalogne.

L'ouvrage apporte également des informations et des réflexions intéressantes sur la situation des Iles Baléares (Sandrine Sintas), des Asturies (Alain Viaut),

de l'Aragon (Francho Nagore Laín), et de l'Andalousie (Francisco Báez de Aguilar González).

Les derniers chapitres (rédigés par Chrystelle Burban, Christian Lagarde et Pilar Martínez Vasseur) adoptent une perspective transversale qui permet à la fois de procéder à des synthèses et d'approfondir la réflexion sociolinguistique des auteurs. Ils portent plus spécifiquement sur l'organisation administrative des régions, les enseignements bilingues, les médias, les incidences du développement des régions et des langues régionales sur la Castille et le problème du terrorisme basque.

L'ensemble de cet ouvrage se caractérise par une approche volontairement macrosociolinguistique. Il offre un tableau linguistique à la fois panoramique, circonstancié, précis et nuancé de l'Espagne contemporaine, des tensions qui s'y manifestent, des problèmes qui subsistent, mais aussi des réussites remarquables des politiques régionales et nationales en matière de langues. Il s'agit sans doute d'un ouvrage de référence pour les personnes qui s'intéressent aux aspects politiques du plurilinguisme, ou à l'Espagne contemporaine. Ce qu'on attend maintenant, ce sont des études complémentaires plus ethnographiques sur les pratiques langagières quotidiennes des Espagnols dans les différentes régions bilingues.

Bernard PY
Centre de linguistique appliquée
Université de Neuchâtel

